

Canada. L'initiative de son gouvernement visait à renforcer l'autorité fédérale et son droit de regard sur la politique monétaire de la nation. Le Parlement a acquis de la sorte une arme nouvelle lui permettant d'influencer les finances et l'économie. Le gouvernement qui dirigeait le fils le plus éminent de Calgary, voulait préserver l'héritage et les richesses du Canada pour les Canadiens. Il voulait s'assurer que l'avenir du pays ne serait pas laissé au hasard ou au caprice.

Je me rappelle l'origine de cette loi. Je me souviens que certains l'avaient qualifiée de non-sens et d'hérésie. Cette façon de voir a beaucoup perdu de son intensité, mais nous sommes, aujourd'hui, aux prises avec un premier ministre et un gouvernement qui, par leurs actions et par les engagements qu'ils ont contractés, ont plongé la nation dans le marasme économique d'une ère toute nouvelle.

Il suffit d'envisager un instant la conjoncture économique actuelle, au pays, pour se rendre compte du terrain que l'on a perdu à cause du gouvernement que dirige le premier ministre. On pourrait fort bien se demander: Où nous a-t-il conduits? La réponse, c'est aux privations, aux difficultés et aux occasions manquées. En fait, les politiques monétaires et fiscales, ainsi que les programmes d'imposition du gouvernement actuel ont engendré le pire malaise ouvrier que le Canada ait jamais connu. Les conséquences de ces politiques se sont manifestées par un accroissement continu des frais de production et par une insuffisance de la productivité qui est pourtant si essentielle au bien-être des Canadiens.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Il y a eu une hausse constante du coût de la vie, et cela, mois après mois, année après année. Au pays, la cherté actuelle de la vie est sans précédent dans notre histoire. Les citoyens du pays ont eu à payer des prix effroyables pour le rôle qu'a joué le présent gouvernement. Qui plus est, les impôts ont augmenté au-delà du niveau qu'il était possible de prévoir il y a quelques années à peine.

Pourquoi en est-il ainsi, sinon à cause de l'incurie et du renoncement désinvolte à des politiques économiques judicieuses de la part du premier ministre et de ses collègues, qui déclinent toute responsabilité? Toutefois, l'actualité quotidienne montre qu'il en va autrement. Aujourd'hui, l'argent est serré au pays, les taux d'intérêt comme l'indice du coût de la vie, sont les plus élevés de l'histoire du pays. Le ministre sourit quand nous mentionnons ces choses, tout comme si cela ne créait pas des difficultés pour les Canadiens.

• (4.40 p.m.)

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur le président, puis-je demander au député s'il n'a pas remarqué, depuis quelques semaines, que les taux d'intérêt ont fléchi à vive allure? Ne songe-t-il pas plutôt à la situation qui existait il y a quelques mois?

**M. Nasserden:** Même aujourd'hui, à la Chambre des communes, l'un des collègues du ministre, en réponse à une question, a donné à entendre que le gouvernement pouvait être fier de l'augmentation du coût des emprunts de la SCHL. Cela révèle bien l'attitude des honorables vis-à-vis dans leur façon d'envisager les problèmes actuels de notre économie. J'hésite à croire que les ministres sont à ce point ignorants qu'ils ne se rendent pas compte des répercussions qu'ont eues leurs politiques sur notre économie et sur les perspectives d'avenir de notre pays.

En passant, j'espère que mes paroles n'intimident pas trop le ministre—je vois qu'il a quitté la Chambre. Je le croyais plus capable de soutenir la critique. Mais je dis aux autres ministres présents que les Canadiens devront payer un prix colossal cette insouciance. Les générations futures ne sont pas près de cesser de payer l'inaction du gouvernement, qui n'a pas su adopter une saine politique économique pour notre temps. Le gouvernement, sous la direction du premier ministre, a mis en marche un phénomène sinistre et rampant que l'on pourrait qualifier de maladie capable d'affaiblir, voire de paralyser la productivité nationale. Elle pourrait même menacer l'identité canadienne.

Nos possibilités industrielles se trouveront inévitablement retardées et les générations à venir perdront sans doute une bonne part de l'héritage canadien. Le gouvernement a pris des décisions. Il s'est engagé de propos délibéré dans la voie d'une augmentation des taux d'intérêt. Ces efforts ont été fructueux. Malgré la déclaration qu'a faite le ministre des Finances tantôt, les taux d'intérêt n'ont jamais été plus hauts qu'aujourd'hui. Le gouvernement d'en face a fait la sourde oreille aux mises en garde de l'opposition, de même qu'aux mises en garde des siens. Il a créé une crise dans le domaine du logement au Canada.

Les honorables vis-à-vis en portent l'entière responsabilité. C'est à eux qu'on doit le resserrement du crédit qui a nui à la construction domiciliaire dans tout le Canada. Le ministre des Finances n'aime pas entendre ces choses. J'allais dire qu'il avait quitté la Chambre pendant que j'en parlais pour montrer son mépris.